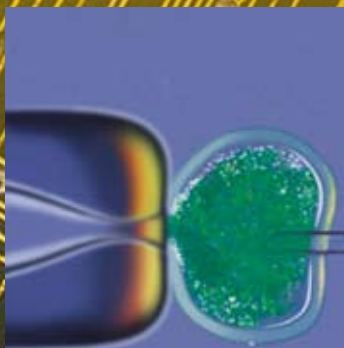


**Les normes ISO.**



**Une confiance intégrée.**





# Sommaire

---

Les normes ISO. Une confiance intégrée.	2
Confiance dans le système ISO	2
Auto-amélioration • Confiance bien ordonnée commence par soi • Confiance sans frontières • Confiance des parties prenantes	
Partenaires confiants	6
Confiance individuelle	7
Confiance sur le lieu de travail	8
Confiance économique	9
Systèmes de management • Commerce électronique • Continuité des activités • Confiance dans la gouvernance • Confiance dans les fondements • Confiance dans l'innovation	
L'économie de la confiance	12
Confiance, santé et sécurité	12
Confiance durable	14
Transition au sommet	16
ISO en chiffres pour l'année 2008	17
Structure de l'ISO	20
Personnalités dirigeantes	21
Membres	22
Situation financière	24

---

## L'ISO en bref

L'ISO est l'Organisation internationale de normalisation. Les 161\* membres qui la composent sont les instituts nationaux de normalisation de pays industrialisés, en développement et en transition, de toutes tailles et de toutes les régions du monde. La collection de l'ISO compte actuellement plus de 18 000\* normes, qui fournissent au monde économique, aux gouvernements et à la société dans son ensemble des outils concrets pour les trois volets – économique, environnemental et sociétal – du développement durable.

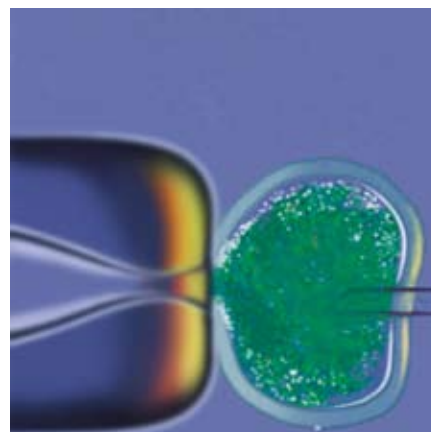
Les normes ISO apportent une contribution positive au monde dans lequel nous vivons. Elles facilitent le commerce, favorisent le partage des connaissances et contribuent à la diffusion du progrès technologique et des bonnes pratiques de management et d'évaluation de la conformité.

Les normes ISO offrent des solutions et des avantages à la quasi-totalité des secteurs d'activité de l'économie — agriculture, bâtiment, ingénierie mécanique, fabrication, distribution, transports, dispositifs médicaux, technologies de l'information et de la communication, environnement, énergie, management de la qualité, évaluation de la conformité, services, etc.

L'ISO fait un usage optimal des ressources qui lui sont confiées par ses parties prenantes en n'élaborant que des normes requises par le marché. Les travaux sont menés à bien par des experts des secteurs de l'industrie, de la technique et de l'économie qui ont demandé les normes pour les appliquer. À ces experts peuvent s'adjoindre d'autres spécialistes représentant des organismes gouvernementaux, des laboratoires d'essais, des groupements de consommateurs, des milieux universitaires, et des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales.

Les Normes internationales de l'ISO représentent un consensus mondial sur l'état le plus avancé des technologies ou des bonnes pratiques étudiées.

\* Mai 2009.





## Les normes ISO. Une confiance intégrée.

Ramenées à leur essence, les normes ISO ont pour but d'établir la confiance. Lorsque des produits ou services respectent les spécifications ou exigences d'une norme ISO, la confiance dans le fait qu'ils incorporent des caractéristiques essentielles est créée. Ces caractéristiques sont notamment la qualité, l'écologie, la sécurité, la fiabilité, la compatibilité, l'interopérabilité, l'efficacité et l'efficacite. Les normes ISO aident aussi à garantir que ces avantages sont obtenus à un coût économique.

Pour les organisations, la mise en application de normes ISO représente un moyen d'intégrer la confiance dans leur offre. Elles sont de plus en plus nombreuses à mettre en avant la conformité de leurs produits ou services à des normes ISO en tant que valeur ajoutée.

En d'autres termes, l'ISO est en bonne voie de devenir une marque internationale puissante, synonyme de confiance.

En 2008, cette aptitude des normes ISO à assurer et à instiller la confiance est devenue plus importante encore lorsque les répercussions de la crise financière mondiale ont atteint tous les secteurs d'activité et économies dans le monde. Le présent *Rapport annuel de l'ISO* montre comment, en des temps de stabilité comme en des temps de risque, l'ISO et ses travaux apportent des outils concrets pour établir la confiance, réduire l'incertitude et gérer les risques dans un monde globalisé.



## Confiance dans le système ISO

Quand la crise a frappé en 2008, engendrant une baisse de la consommation et une réduction des carnets de commandes, l'activité réduite est devenue la norme, sauf pour l'ISO – ce qui montre toute la confiance des parties prenantes du secteur public et du secteur privé dans l'Organisation et la pertinence globale de ses normes.

À la fin de l'année, le système de l'ISO comptait 157 membres nationaux, représentant 98 % de l'économie et 97 % de la population du monde. En 2008, l'ISO a publié 1 230 normes, portant sa collection à 17 765 normes.

L'ISO a connu une intensification de son activité, avec la création de deux nouveaux comités techniques – chargés de développer des normes, respectivement, pour les biocarburants solides et les fours industriels et équipements thermiques associés – et l'élargissement de son domaine d'activité par la création de sept comités de projet (CP) pour élaborer des normes dans les domaines suivants :

- facturation de services de réseau ;
- rappel de produits ;





- système de management de la sécurité du trafic routier ;
- management de l'énergie ;
- sécurité des produits de consommation ;
- commerce transfrontalier des biens de seconde main ;
- dispositifs techniques anti-contrefaçon.

La confiance dans une organisation est créée lorsque l'on constate que cette organisation ne ménage aucun effort pour améliorer ses travaux et ses processus dans le but de satisfaire ses parties prenantes internes et externes. Des exemples de tels efforts en 2008 sont donnés ci-dessous.

## Auto-amélioration

L'ISO a engagé un certain nombre d'actions pour accroître l'efficacité et l'efficacité de ses processus d'élaboration des normes, en offrant un soutien accru à plus de 50 000 experts qui participent à ses travaux et aux milliers d'autres qui y contribuent par l'intermédiaire des comités miroirs nationaux (NMC).

Au nombre de ces actions figurait le lancement d'un portail des projets et d'un serveur NMC pour faciliter encore plus le travail électronique et

permettre d'effectuer rapidement de larges consultations autour des normes en cours d'élaboration, ce qui accélère la démarche consensuelle et la prise de décision tout en réduisant considérablement l'impact environnemental associé aux voyages et aux réunions. En 2008 également a été introduite la base de données de concepts de l'ISO (ISO/CDB), un développement de pointe destiné à mettre à disposition le contenu des normes – notamment les termes et définitions, symboles, dessins, codes et propriétés des produits – sous la forme d'une base de données consultable plutôt que de documents individuels.

Le numéro de novembre 2008 d'*ISO Focus* contenait un dossier sur la « normalisation en ligne » consacré aux applications informatiques collaboratives de l'ISO pour l'élaboration des normes.

## Confiance bien ordonnée commence par soi

Le partenariat entre l'ISO, ses membres nationaux et les experts qui élaborent les normes est fondamental pour l'existence de l'Organisation. Des partenaires confiants s'écoutent et apprennent les uns des autres. Les 5 et 6 juin 2008, l'ISO a accueilli la 4<sup>e</sup> Conférence pour les Présidents de comités. Lors de cette réunion hautement interactive, les Présidents ont pu donner leurs points de vue, poser des questions et partager leurs expériences et leurs idées sur des sujets tels que le développement durable, les normes et les politiques publiques, et l'amélioration du système d'élaboration des normes.

Les experts qui élaborent des normes ISO sont souvent des « héros méconnus ». Ce n'est donc que justice qu'en 2008 les travaux de plusieurs groupes aient fait l'objet d'une reconnaissance publique de haut niveau.

Chaque année, avec le Prix de leadership Lawrence D. Eicher, l'ISO elle-même consacre les réalisations remarquables de l'un de ses groupes de normalisation. En 2008, le lauréat a été l'ISO/TC 127, *Engins de terrassement*. La pertinence globale des normes élaborées par



Le Président de l'ISO, M. Håkan Murby, remet le Prix de leadership Lawrence D. Eicher 2008 au Président de l'ISO/TC 127, *Engins de terrassement*, M. Dan Roley, et à la Secrétaire du TC, M<sup>me</sup> Sara Desautels.

l'ISO/TC 127 est démontrée par le fait qu'elles ont été adoptées en tant que normes nationales ou sont citées en référence dans la réglementation dans les Amériques, en Asie, en Australasie, en Asie centrale, en Europe et en Extrême-Orient.

Remettant le prix lors de la 31<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ISO à Dubaï, Émirats arabes unis, le Président de l'ISO, Håkan Murby, a déclaré : « Les travaux de l'ISO/TC 127 ont apporté toute une

Pour inspirer confiance,  
l'ISO s'attache  
à s'auto-améliorer.



**Scott Jameson**, qui présidait l'ISO/CEI JTC 1, Technologies de l'information, et qui est Directeur de la stratégie de normalisation à Hewlett-Packard, avec l'Emmy Award qu'il a reçu au nom de l'ISO et de la CEI lors d'une cérémonie à Hollywood, le 23 août 2008.

(Photo: Craig T. Mathew/Mathew Imaging.)

somme de connaissances spécialisées, reflétant l'état de la technique au plan international, qui ont pu inspirer les normes et règlements nationaux. Ces normes ont aidé à faire baisser les coûts de conception et de fabrication en harmonisant les exigences au niveau mondial avec, en définitive, des retombées bénéfiques pour les clients et les utilisateurs des engins de terrassement. »

L'Académie américaine des arts & sciences de la télévision a décerné le prestigieux Emmy Award à l'équipe mixte sur la vidéo composée d'experts de l'ISO et de ses partenaires, la Commission électrotechnique internationale (CEI) et l'Union internationale des télécommunications (UIT), pour l'élaboration de la norme **ISO/CEI 14496-10** – également désignée recommandation H.264 de l'UIT – sur le Codage vidéo avancé (AVC).

Cette réalisation, qui fera date, spécifie un codage de « profil élevé » pour une vidéo de haute qualité, applicable des téléphones portables à la télévision haute définition (HDTV).

## Confiance sans frontières

Les membres de l'ISO proviennent en majorité des pays en développement – 119 membres sur 157 en 2008 – et le renforcement de leur infrastructure de normalisation et de leur aptitude à prendre part à la normalisation internationale et à en tirer parti est l'un des objectifs stratégiques de l'ISO définis dans le *Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2005-2010*. Une indication du sérieux et de la réussite de l'application de ce plan est donnée par le fait qu'en 2008, les fonds dépensés pour le programme avaient déjà triplé par rapport à leur niveau de 2005 pour atteindre CHF 1 526 000. Cette augmentation souligne aussi toute la confiance placée en l'ISO par les organismes donateurs et partenaires.

En 2008, le *Plan d'action* a permis d'organiser **61** séminaires et ateliers d'assistance technique réunissant au total **2 996** participants, dont **418** parrainés par l'ISO. De plus, **20** sessions de formation ont été organisées et ont attiré **316** participants.



Un des partenaires de l'ISO dans l'assistance aux pays en développement est l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Les deux organisations ont publié en 2008 le manuel *Progresser rapidement – Les organismes nationaux de normalisation dans les pays en développement*. Le livre a pour but d'aider les pays en développement et les économies en transition à organiser et à utiliser de façon optimale une infrastructure nationale de la normalisation, à titre de levier pour développer leur économie et leurs capacités commerciales et soutenir la protection des consommateurs, la protection sociale et la protection de l'environnement.

Un des objectifs du Concours de l'ISO pour les jeunes normalisateurs dans les pays en développement et les économies en transition est d'encourager les jeunes à avoir confiance dans l'avenir en reconnaissant dès maintenant leurs réalisations. Lors de la 31<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ISO, M. Victor Ryan Biran, normalisateur

du Trinidad and Tobago Bureau of Standards (TTBS), a reçu le Prix Helmut Reihlen 2008 de l'ISO pour le meilleur essai présenté sur le thème « Les Normes internationales à l'appui des politiques publiques ».

entre les multiples parties prenantes représentées au sein du Groupe de travail de l'ISO sur la responsabilité sociétale (ISO/WG SR).

Les consommateurs représentent un groupe important de parties prenantes



Le Vice-président de l'ISO (gestion technique), M. Jacob Holmblad, remet le Prix Helmut Reihlen de l'ISO 2008 à M. Victor Ryan Biran pour le meilleur essai.

## Confiance des parties prenantes

L'élargissement du domaine d'activité de l'ISO s'accompagne de la nécessité de gagner la confiance de nouveaux groupes de parties prenantes qui seront affectés par les normes de l'ISO et peuvent apporter leurs compétences pour les élaborer.

L'élaboration d'**ISO 26000** est un bon exemple. Cette norme, qui donnera des lignes directrices pour la responsabilité sociétale, a franchi une étape importante en 2008 en passant du stade de projet de travail à celui de projet de comité, signe du haut degré de consensus et de confiance mutuelle

de l'ISO. Leurs intérêts sont représentés par l'ISO/COPOLCO, le comité de l'ISO pour la politique en matière de consommation. Les recommandations du COPOLCO ont été à l'origine de plusieurs initiatives, y compris ISO 26000 et plusieurs des comités de projet évoqués ci-dessus. En 2008, l'ISO a approuvé un plan d'action pour la participation des intérêts des consommateurs à la normalisation.

Parmi les publications de l'ISO en 2008, le **Guide ISO/CEI 76:2008, Élaboration des normes de service – Recommandations pour répondre aux attentes des consommateurs**, est particulièrement utile aux consommateurs. Il présente les relations entre les principes essentiels



Le Secrétaire général de l'ISO, **Alan Bryden** (au centre); le Président de l'ILAC, **Daniel Pierre** (à gauche), et le Président de l'IAF, **Thomas Facklam**, expriment la détermination des trois organisations à travailler main dans la main.

de la défense des consommateurs et l'élaboration des normes. Le Guide est d'une grande utilité pour les normalisateurs, mais aussi pour les prestataires de services qui cherchent à réduire le nombre de réclamations des clients et le coût des services de mauvaise qualité.

En 2008, l'ISO et la CEI ont également publié une brochure gratuite, *Les Guides ISO/CEI, une valeur ajoutée pour les Normes internationales*, qui donne une vue d'ensemble des guides élaborés en commun par ces deux organisations. Ces guides constituent une source précieuse de conseils utiles non seulement pour les représentants des consommateurs actifs en normalisation et les rédacteurs de normes, mais aussi pour les concepteurs, les entreprises de production, les prestataires de services, les distributeurs, les laboratoires d'essais, les autorités de réglementation et les associations représentant les intérêts des consommateurs, des personnes handicapées, des enfants et des citoyens âgés, ainsi que pour les écologistes, les universitaires et les étudiants.

## Partenaires confiants

La confiance dans les personnes et les organisations dépend des bonnes relations qu'elles entretiennent. En l'occurrence, l'ISO a développé un réseau étendu avec plus de 700 organisations internationales et régionales, gouvernementales, non gouvernementales et privées qui s'intéressent à des aspects spécifiques des travaux de l'ISO. Leurs apports contribuent à renforcer tant la pertinence globale des travaux de l'ISO que son profil international.

En 2008, l'ISO a signé des accords de coopération nouveaux ou renforcés avec les organisations suivantes :

- Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites ;

- Forum international de l'accréditation et Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais ;
- Organisation météorologique mondiale ;
- Union postale universelle ;
- IEEE, la plus importante société technique professionnelle du monde.

La Coopération mondiale de la normalisation (WSC) est le point focal de la collaboration entre l'ISO et ses principaux partenaires, la Commission électrotechnique internationale (CEI) et l'Union internationale des télécommunications (UIT). En septembre 2008, la WSC a organisé un Cours de management pour la communauté de la normalisation à Genève en Suisse, dans le but de préparer des responsables de l'ISO, de la CEI et du Bureau de la normalisation de l'UIT, l'UIT-T, à participer efficacement à la normalisation internationale.

Cette confiance témoignée à l'ISO par ses partenaires est le fruit du travail en réseau dynamique engagé par

**Des partenaires confiants s'écoutent et apprennent les uns des autres.**



les personnalités dirigeantes de l'ISO et de ses membres. Par exemple, le Forum économique mondial (WEF) organisé du 23 au 27 janvier 2008 à Davos, Suisse, a donné l'occasion de souligner les contributions de l'ISO pour susciter la confiance dans les nouvelles technologies.

La plupart des débats se sont attachés à cerner comment l'« innovation collaborative » peut apporter des réponses aux trois défis mondiaux majeurs : le changement climatique, l'approvisionnement en eau saine et l'alimentation. Le Secrétaire général de l'ISO, Alan Bryden, a participé à diverses sessions et ateliers durant la réunion. Il a montré en quoi les Normes internationales d'application volontaire du type de celles de l'ISO, qui sont fondées sur un large consensus à double niveau, entre parties prenantes et entre pays, peuvent ouvrir la voie à la diffusion des technologies en créant des marchés mondiaux et en établissant de bonnes pratiques de gestion et d'organisation.

Une autre occasion majeure de travailler en réseau a été donnée par la réunion de la Healthcare Information and Management Systems Society (HIMSS), du 24 au 28 février 2008 à Orlando, Floride, USA. Les nombreux travaux de l'ISO dans le domaine des normes pour l'informatique de santé peuvent aider à établir la confiance des professionnels et des patients dans le secteur de la santé, tout en optimisant l'utilisation de nouvelles technologies.

## Confiance individuelle

Les normes ISO, fondées sur un consensus international résultant d'une large représentation des parties prenantes, peuvent contribuer à établir la confiance



dans les développements technologiques en garantissant certains aspects comme la sécurité, l'écologie, la confidentialité et l'accessibilité. Elles aident aussi à s'assurer qu'elles bénéficieront au plus grand nombre, y compris aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Voici quelques exemples de normes de ce type publiées par l'ISO en 2008.

La norme **ISO 27799** traite d'un domaine éminemment sensible, les informations personnelles de santé, et de la meilleure façon d'assurer la protection de la confidentialité et de l'intégrité de ces informations et leur

disponibilité pour la prestation des soins de santé.

Une question associée est la recherche d'une protection appropriée, concrète et économique des données relatives à la santé véhiculées par l'Internet. La technologie des certificats numériques est une solution à ce problème, comme l'illustre la norme **ISO 17090** sur la protection par une infrastructure de clé publique.

La norme **ISO 22307** définit une méthodologie pour aider les organisations du secteur privé et du secteur public à identifier les questions de confidentialité et à atténuer les risques associés au traitement électronique des données financières des clients et consommateurs, des partenaires commerciaux et des citoyens.

**Établir la confiance  
dans des technologies  
nouvelles.**

Pour de nombreuses applications du secteur public et du secteur privé dans le monde, les technologies biométriques sont nécessaires pour authentifier l'identité d'une personne, sécuriser les frontières nationales et restreindre l'accès à des sites protégés, y compris des bâtiments et des réseaux informatiques. Le rapport technique **ISO/CEI TR 24714-1** clarifie les enjeux sociétaux, culturels et éthiques liés à l'utilisation de la biométrie dans les systèmes de sécurité pour l'identification des personnes.



La norme **ISO 19092** est conçue pour sécuriser les transactions financières électroniques. Elle établit les exigences de sécurité pour l'application et la gestion des technologies de pointe pour l'identification biométrique dans le secteur financier.

Aujourd'hui, pour la préparation des voyages – touristiques ou professionnels – le recours aux systèmes informatisés (ITS) se généralise. Ils permettent d'établir l'itinéraire, d'évaluer la durée du trajet, la distance ainsi que le coût. La spécification technique **ISO/TS 14823** présente un système de codes normalisés pour les signes et pictogrammes actuellement en usage pour l'information sur le trafic et le tourisme (TTI), et améliorera le fonctionnement des systèmes informatisés.

Le rapport technique **ISO/TR 22411** propose des informations techniques, des données et des savoir-faire ergonomiques permettant de concevoir des produits, services et environnements plus accessibles aux personnes âgées et aux personnes handicapées.



## Confiance sur le lieu de travail

De nombreuses normes ISO visent à la sécurité et à l'accessibilité sur le lieu de travail, contribuant au sens large à la confiance et au bien-être des personnes dans leur vie professionnelle. Voici des exemples de normes publiées en 2008.

La norme **ISO/CEI 10779** fournit des lignes directrices pour la conception et l'évaluation des équipements de bureau afin de faciliter leur utilisation par des personnes présentant divers degrés d'aptitudes, y compris les personnes ayant un handicap permanent ou temporaire.

La norme **ISO 15743** décrit les méthodes et les pratiques permettant d'évaluer et de gérer les risques en matière de santé et de performance au travail dans des ambiances froides.

L'édition entièrement mise à jour de la norme **ISO 11612**, publiée à l'origine

dans les années 1990, spécifie des exigences de performance pour les vêtements de protection dans des environnements où le porteur peut être exposé à la chaleur, aux flammes, aux effets thermiques des arcs électriques ou aux éclaboussures de métal en fusion.





# Confiance économique

La confiance est la base des affaires et les normes ISO aident à intégrer la confiance dans tous les aspects de l'activité économique.

## Systèmes de management

Les normes de systèmes de management de l'ISO les plus connues, **ISO 9001** et **ISO 14001**, sont entièrement intégrées dans l'économie mondiale et *L'Étude ISO* indique que ISO 9001 était appliquée dans 175 pays début 2008 et ISO 14001 dans 148. Au-delà de leur vocation spécifique à servir de cadre, respectivement, pour le management de la qualité et le management environnemental, elles établissent la confiance dans les transactions interentreprises, pour les consommateurs lorsqu'ils choisissent des produits, les organismes publics lorsqu'ils adjugent des marchés publics et les entreprises lorsqu'elles qualifient les fournisseurs dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le 14 novembre 2008, l'ISO a publié ISO 9001:2008, quatrième édition, depuis 1987, de cette norme qui est désormais le référentiel mondial pour garantir l'aptitude à satisfaire à des exigences de qualité et à renforcer la satisfaction des clients dans les relations fournisseurs-clients.

À la veille de la publication d'ISO 9001:2008, l'ISO a lancé une vidéo dans laquelle des utilisateurs font part de leurs points de vue sur les éditions

antérieures de cette norme. Dans *The ISO 9000 family – Global management standards* (La famille ISO 9000 – Normes mondiales pour le management), sous la forme d'une émission sur l'actualité économique consacrée à ISO 9000, des utilisateurs réels expliquent leur expérience personnelle dans des contextes – une multinationale, une organisation d'aide humanitaire, un département de police – dont la diversité est, pour l'ISO, le signe de la flexibilité, de l'efficacité et de l'efficience conjuguées de la démarche ISO 9000.

L'approche par systèmes de management dont ISO 9001 et ISO 14001 ont ouvert la voie a été adoptée dans de nombreuses autres normes – élaborées par l'ISO ou à l'extérieur de l'ISO – pour des secteurs ou des enjeux économiques spécifiques. Les organisations sont de plus en plus nombreuses à appliquer non pas une mais tout un éventail de normes de systèmes de management pour répondre à leurs propres besoins et à ceux de parties prenantes extérieures. Pour les assister, l'ISO a publié en 2008 un manuel accompagné d'un CD, *The integrated use of management system standards* (L'utilisation intégrée des normes de système de management), qui rencontre un vif succès et est traduit dans plusieurs langues.

Membres d'organisations du secteur public et du secteur privé qui ont participé à la conférence de septembre 2008 à Genève sur le rôle des Normes internationales dans la facilitation du commerce électronique.



## Commerce électronique

Pour promouvoir la confiance dans le commerce électronique (c'est-à-dire l'utilisation des technologies de l'information à l'appui des processus commerciaux), les normes sont des outils indispensables pour saisir, traiter et échanger les données, garantir l'interopérabilité, appuyer la sécurité du traitement des données et des transactions financières, promouvoir les bonnes pratiques et faciliter les relations clients-fournisseurs. L'ISO et des organisations partenaires du secteur public et du secteur privé ont donc organisé à Genève, les 18 et 19 septembre 2008, une conférence internationale qui a stimulé les efforts visant à élaborer des Normes internationales pour faciliter le commerce électronique.







## Continuité des activités

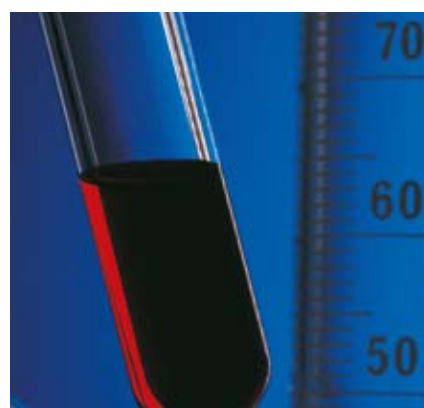
La confiance dans l'aptitude des entreprises et d'autres organisations à poursuivre leurs activités en temps de crise est aujourd'hui une préoccupation majeure. Ces dernières années, l'ISO a apporté des réponses grâce à des travaux intensifs sur des normes relatives à l'évaluation des risques, à leur management et à leur atténuation, à la reprise et à la continuité des activités. L'ISO a publié deux nouvelles normes dans ce domaine en 2008.

La norme **ISO/CEI 24762** propose des lignes directrices pour l'exploitation des technologies de l'information et des communications (TIC) et les services associés, qui sont indispensables en cas de sinistre, dans le cadre de la gestion de continuité opérationnelle.

Les organisations de tous types s'inquiètent de toute atteinte potentielle à leur sécurité de l'information, et la gestion de cet aspect est aujourd'hui un sujet de préoccupation central pour leurs départements informatiques. La norme **ISO/CEI 27005**, qui décrit le processus de gestion du risque

concernant la sécurité de l'information et les mesures associées, les aidera à gérer les risques.

Dans les économies développées, la plupart des systèmes sont fortement ou essentiellement informatisés : ils ne peuvent fonctionner sans un ou plusieurs logiciels. La confiance dans les logiciels est par conséquent essentielle. Les organisations qui souhaitent tirer parti de la confiance résultant de l'application des exigences de management de la qualité d'ISO 9001 à l'acquisition, à la fourniture, au développement, à l'exploitation et à la maintenance des systèmes et services informatiques disposent, depuis 2008, d'un outil précieux avec le rapport technique **ISO/CEI TR 90005:2008**, *Ingénierie des systèmes – Lignes directrices pour l'application de l'ISO 9001 aux processus de cycle de vie des systèmes*.



## Confiance dans la gouvernance

Des systèmes informatiques inadéquats peuvent saper la confiance dans la compétitivité des entreprises, voire les exposer aux risques d'une non-conformité réglementaire. La norme **ISO/CEI 38500** donne un cadre pour créer la confiance dans une gouvernance informatique efficace en aidant les dirigeants d'entreprise à cerner et à remplir leurs obligations d'ordre légal, réglementaire et déontologique relatives à l'utilisation de l'informatique dans leur entreprise.

## Confiance dans les fondements

Que l'on travaille dans le secteur commercial, en production, recherche et développement, médecine, éducation et dans les sciences – en fait, dans la quasi-totalité des secteurs – tout devient difficile si les professionnels n'ont pas confiance dans le fait que les mots et chiffres qu'ils utilisent ont la même signification pour toutes les parties intéressées. Aussi une part importante des travaux de l'ISO pour tous les secteurs a-t-elle pour but de créer cette confiance fondamentale en normalisant les termes, les définitions et le vocabulaire.

Un système de mesure approuvé est l'une des conditions les plus fondamentales de la confiance. Le SI, le Système international d'unités, qui est une norme ISO, est le seul système d'unités reconnu sur le plan mondial et présente donc l'avantage d'établir une langue universelle pour les mesures.





En 2008, l'ISO a publié une nouvelle édition du *SI Guide*, une publication pratique en format poche de 32 pages, qui sera utile à de nombreuses personnes et notamment aux ingénieurs, scientifiques, rédacteurs techniques, enseignants et étudiants. Les informations données dans le guide sont fondées sur la Norme ISO 31, *Grandeurs et unités*, en voie d'être remplacée par les séries **ISO 80000** et **CEI 80000**.

Également publié en 2008, le Guide **ISO/CEI 98-3** est une réédition du Guide pour l'expression de l'incertitude de mesure (GUM) de 1995. L'incertitude de mesure permet aux utilisateurs de connaître avec quelle probabilité une décision prise sur la base de mesures sera erronée et de gérer les risques qui s'ensuivent.

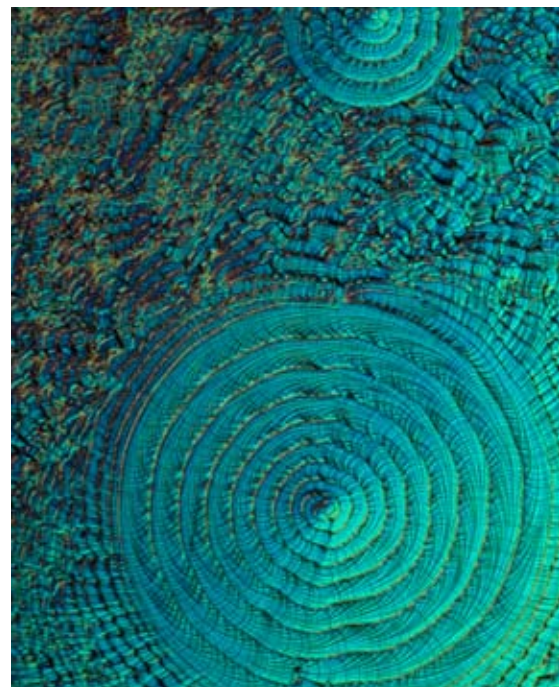
Les publications indiquées ci-dessus aident à construire la confiance dans de nombreux secteurs d'activités. Une publication plus spécifique en 2008 a été la norme **ISO 25639**, qui devrait augmenter la transparence et la cohérence du secteur des expositions dans le monde, en apportant une terminologie

et des méthodes statistiques internationalement approuvées et en diminuant ainsi les incompréhensions et déceptions potentielles entre organisateurs et exposants.

**La confiance  
de A à Z.  
De 0 à ∞.**

## Confiance dans l'innovation

Les normes terminologiques ISO peuvent également contribuer à diffuser des technologies innovantes et à accélérer la commercialisation des produits et services dérivés. En rendant les technologies nouvelles plus familières et accessibles, les normes ISO aident aussi à créer la confiance en elles.



Par exemple, le domaine innovant des nanotechnologies devrait être un élément moteur pour l'économie du 21<sup>e</sup> siècle. Le premier résultat concret des travaux de l'ISO lancés en 2005 pour élaborer des normes dans ce domaine a été, en 2008, la publication de la spécification technique **ISO/TS 27687**, qui renferme les termes et les définitions relatifs aux nano-objets. Elle devrait faciliter les communications entre les organisations et les individus et les acteurs qui interagissent avec eux dans ce secteur de l'industrie.





## L'économie de la confiance

Dans l'économie comme dans le domaine réglementaire, un important facteur de confiance est l'évaluation de la conformité – domaine qui recouvre tout un éventail d'activités, notamment l'inspection, les essais et la certification, qui ont pour but de vérifier que les produits, services, processus, systèmes, matériaux et personnels sont conformes à des exigences, spécifications et normes.

Le point focal des travaux de normalisation de l'ISO relatifs à ces activités est le Comité de l'ISO pour l'évaluation de la conformité (ISO/CASCO). En 2008, le comité a fait progresser son programme de normalisation et a organisé en octobre à Genève un atelier sur le thème « Les normes d'évaluation de la conformité à l'appui de la surveillance du marché ». L'ISO/CASCO prépare actuellement un plan d'action pour traiter des points soulevés lors de l'atelier.

L'ISO/CASCO est également au cœur des relations de l'ISO avec l'IAF, l'Association internationale représentant les organismes nationaux d'accréditation. En 2008, l'ISO et l'IAF ont établi un Plan d'action commun pour surveiller et améliorer

l'efficacité de la certification accréditée des systèmes de management.

Pour appuyer « l'économie de la confiance » – l'évaluation de la conformité – l'ISO a notamment fait paraître en 2008, dans des domaines très différents, les deux publications suivantes :

La spécification publiquement disponible de l'ISO, **ISO/PAS 30003**, spécifie les exigences pour les organismes qui assurent l'audit et la certification de systèmes de management dans le cadre du recyclage des navires. Elle contribuera à la sécurité des travailleurs et à la protection de l'environnement en établissant les exigences à respecter pour une reconnaissance indépendante des bonnes pratiques.

Avec la mondialisation croissante de l'industrie des logiciels, un professionnel du génie logiciel a toutes les chances de travailler dans différents pays au fil de sa carrière. La norme **ISO/CEI 24773**, *Ingénierie du logiciel – Certification des professionnels de l'ingénierie du logiciel – Cadre comparatif*, facilitera la validation internationale des certifications professionnelles dans ce domaine.



## Confiance, santé et sécurité

La confiance est étroitement liée à la santé et à la sécurité des personnes et de la société. L'ISO élabore des normes pour ces deux aspects et l'année 2008 a été féconde. Voici des exemples.

L'interruption de l'approvisionnement en eau potable, occasionnée par des causes naturelles ou humaines – attentats terroristes, pollution industrielle des cours d'eau ou ouragans – peut







avoir des conséquences graves. La sécurisation de l'eau potable est donc une préoccupation mondiale majeure, qui rend particulièrement opportunes les lignes directrices de l'Accord international d'atelier **IWA 6** de l'ISO, *Lignes directrices pour le management des services de l'eau potable dans des conditions de crise*, le premier document de ce type à reposer sur un consensus international.

Une suite de normes ISO – **ISO 24510**, **ISO 24511** et **ISO 24512** – offre à la communauté internationale des outils concrets pour répondre aux défis que posent, au niveau mondial, la gestion efficace des ressources limitées en eau et la fourniture à la population du globe d'un accès à l'eau potable et à l'assainissement.

La route tue plus de 1,2 millions de personnes par an et, pour chaque décès, il y a de 20 à 50 blessés graves. Les accidents de la route pèsent également sur le développement économique et,

dans les économies émergentes, l'on estime à 1-2 % du produit intérieur brut les coûts liés à des accidents mortels ou entraînant de graves séquelles. Sur cette toile de fond, l'ISO a approuvé la création d'un nouveau comité de projet, l'ISO/CP 241, chargé d'élaborer la norme **ISO 39001**, une norme relative aux systèmes de management de la sécurité routière.

La norme **ISO 18192-1** illustre l'impact considérable que les normes ISO peuvent avoir à la fois dans le domaine sociétal et dans le domaine économique. En effet, d'une part, elle permettra de s'assurer que les prothèses de disques lombaires satisfont aux exigences relatives à la résistance à l'usure, une caractéristique particulièrement importante car une fois implantées, ces prothèses devront absorber pendant des années les chocs dus à l'activité corporelle quotidienne. D'autre part, la norme influera sur le marché mondial des prothèses discalaires, estimé à plus de USD 1 milliard d'ici 2010.

Terrains inégaux, seuils de portes, bordures de trottoir et dénivelés peuvent présenter de sérieuses difficultés aux utilisateurs de fauteuils roulants. La norme **ISO 7176-10** définit les exigences relatives à l'équipement et aux modes opératoires d'essais pour mesurer l'aptitude des fauteuils roulants électriques, y compris les scooters, à passer sans risque de tels obstacles.

**La confiance est étroitement liée à la santé et à la sécurité.**

Que ce soit en mer, sur un lac ou en piscine, l'environnement aquatique présente des risques. La signalisation de sécurité et les drapeaux mis en place sur les lieux de baignade sont alors extrêmement utiles pour avertir des risques, indiquer l'emplacement des engins de sauvetage et localiser les surveillants de baignade. Il faut naturellement que ces drapeaux et cette signalisation soient explicites pour tout le monde. La norme **ISO 20712** répond à la nécessité d'une approche harmonisée internationalement pour



donner les informations de sécurité relatives aux activités aquatiques, avec des signaux compréhensibles autant que possible sans indications écrites, et en tenant compte du développement des voyages et de la mobilité.



## Confiance durable

La confiance est difficile à maintenir dans un monde où l'environnement se dégrade, souvent en raison de l'exploitation actuellement faite des ressources énergétiques. L'ISO se consacre à fournir à la communauté internationale des outils concrets pour répondre aux défis du développement durable. Ses travaux dans ce domaine comprennent des normes pour des aspects spécifiques et d'autres fondées sur une approche holistique.

### La confiance dans l'avenir.

L'ISO a publié une nouvelle brochure intitulée *Comment le programme technique et les normes de l'ISO contribuent à un monde durable*, qui explique comment les Normes internationales contribuent aux trois dimensions – économique, environnementale et sociétale – du développement durable.



Un événement majeur en 2008 a été le lancement du comité de projet, ISO/CP 242, chargé d'élaborer la future norme **ISO 50001** relative aux systèmes de management de l'énergie. Elle devrait être largement applicable dans différents secteurs économiques et il est estimé que la norme pourrait concerner jusqu'à 60% de la demande énergétique mondiale.

Fin 2008, il était estimé que la moitié de la population mondiale vivait dans un environnement urbain. Le secteur de la construction est devenu l'une des plus importantes industries mondiales, avec des conséquences considérables pour les trois dimensions du développement durable. Dans cette optique, les partenaires de la WSC – l'ISO, la CEI

et l'UIT – ont choisi pour thème de la Journée mondiale de la normalisation du 14 octobre 2008 « Bâtiments intelligents et développement durable ». Dans leur message de la Journée mondiale de la normalisation, ils ont déclaré : « Le consensus international sur des normes pour l'atténuation des effets du changement climatique, les économies d'énergie, la terminologie environnementale, la performance environnementale, la déclaration environnementale des produits de construction, l'efficacité énergétique, la comptabilisation et la vérification des émissions de gaz à effet de serre donne aux concepteurs et architectes,



Cérémonie d'ouverture de la 31<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ISO à Dubaï.





aux ingénieurs, aux propriétaires, aux exploitants et aux autorités publiques une base solide pour développer des bâtiments s'inscrivant dans une perspective de développement durable ».

Le thème connexe « *Construire pour un développement durable* », choisi pour la séance publique de la 31<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ISO, qui a eu lieu à Dubaï, Émirats arabes unis (pour la première fois dans la région du Moyen-Orient), a eu une résonance particulière du fait que l'Assemblée a été officiellement ouverte le jour même de la Journée mondiale de la normalisation.

En 2008, l'ISO a publié un certain nombre de normes traitant de la durabilité dans le domaine de la construction.

Le secteur de la construction est reconnu comme une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre. Ces émissions pourraient être sensiblement réduites avec l'application de Normes internationales traitant de la conception écoénergétique des bâtiments et des installations mécaniques dont ils sont équipés. La norme **ISO 23045** fournit des lignes directrices pour l'intégration des exigences énergétiques dans le processus de conception, afin d'obtenir les valeurs théoriques

d'efficacité énergétique pour les bâtiments neufs.

La norme **ISO 15392** établit les principes internationalement reconnus pour le développement durable dans la construction. Elle fournit également une base commune pour la communication des informations entre les parties intéressées, notamment les constructeurs et les architectes, les fabricants de produits et les concepteurs, les propriétaires de bâtiments,

les autorités politiques et réglementaires, les administrations du logement et les consommateurs.

Dans un autre domaine, l'ISO a publié une version mise à jour de son **Guide 64** destiné à réduire l'impact environnemental potentiel des produits en prenant en compte des aspects environnementaux dans les normes de produits.

La norme **ISO 15270** aidera le marché mondial émergent de la récupération et du recyclage des plastiques en donnant des lignes directrices pour ces activités. Étant donné que le commerce des produits en plastique est international et que de nombreuses entreprises de fabrication et utilisateurs industriels

de résines plastiques sont des multinationales, la publication de la norme vient à point nommé.

Au fil des ans, les engins de terrassement en fin de vie ont significativement contribué au volume total des déchets à traiter ou à mettre au rebut. C'est pourquoi le recyclage des engins en fin de vie, en tant qu'étape à part entière de

leur cycle de vie, est maintenant une exigence du

marché. La norme **ISO 16714** fournit aux constructeurs un outil très



attendu pour l'évaluation de la capacité et du potentiel de recyclage ou de récupération des nouveaux engins.

Le recyclage des navires contribue à la préservation mondiale de l'énergie et des ressources. Cependant, la présence d'amiante, d'hydrocarbures et d'autres substances dangereuses pour l'environnement dans les navires peut, si les opérations de démantèlement ne sont pas bien maîtrisées, avoir de sérieuses conséquences pour l'environnement et la santé humaine. L'ISO a lancé la première norme de la série **ISO 30000** relative aux systèmes de management pour le recyclage des navires. Elle contribuera à la protection de l'environnement et améliorera la sécurité des travailleurs.



Alan Bryden



Rob Steele

## Transition au sommet

Le 21 octobre 2008, l'ISO a annoncé la nomination de M. Robert Steele en qualité de Secrétaire général de l'ISO à dater du 1 janvier 2009. En mars 2008, le Conseil de l'ISO avait entamé le processus de sélection d'un nouveau Secrétaire général après que le Secrétaire général, M. Alan Bryden, eût indiqué qu'il était à la disposition du Conseil pour permettre une transition en douceur afin que son successeur soit en fonction pour le lancement, en 2009, des consultations relatives au nouveau *Plan stratégique de l'ISO*.

Le Conseil de l'ISO a exprimé sa satisfaction de la contribution remarquable de M. Bryden à l'ISO depuis son entrée en

fonction le 1<sup>er</sup> mars 2003. Il a reconnu que, sous sa direction, l'ISO avait considérablement avancé et qu'il laissait l'organisation dans une situation saine.

### La confiance dans le leadership.

Dans ses nombreuses contributions et réalisations, M. Bryden a été reconnu comme un remarquable et

infatigable communicateur au nom de l'ISO et de la normalisation internationale. En 70 mois, il a rendu plus d'une centaine de visites aux organismes nationaux de normalisation et a participé à 23 réunions régionales et plus de 200 conférences.





## ISO en chiffres pour l'année 2008

### Membres

**157** organismes nationaux de normalisation, dont

**106** comités membres,  
**40** membres correspondants,  
**11** membres abonnés.

### Structure des comités techniques

**3 183** organes techniques, dont  
**208** comités techniques,  
**531** sous-comités,  
**2 378** groupes de travail et  
**66** groupes d'étude ad hoc.

Pour plus de détails,  
Consultez le *Mémento de l'ISO*.

### Personnel

#### *Secrétariats techniques*

**39** comités membres qui fournissent les services administratifs et techniques aux secrétariats des comités du programme technique de l'ISO.

Ces services équivalent à un personnel à plein temps de **500** personnes.

#### *Secrétariat central à Genève*

**153** personnes à plein temps provenant de  
**26** pays, coordonnent les activités de l'ISO au niveau mondial.

### Financement

**120** millions de CHF par an est l'estimation du coût de fonctionnement des secrétariats des comités financés par

**39** comités membres assumant ces secrétariats,

**33** millions de CHF représentent le coût de fonctionnement du Secrétariat central de l'ISO dont

**60%** sont financés par les cotisations de membres,

**40%** par la vente de publications et autres recettes provenant de services.



## Élaboration des Normes internationales

### Total au 31 décembre 2008

---

**17 765** Normes internationales et documents normatifs.

Ces normes totalisent **704 871** pages en anglais et français (la terminologie est aussi souvent donnée également en d'autres langues).

### En 2008

---

**1 230** Normes internationales et documents normatifs publiés,

**69 303** pages pour 2008.

Pour plus de détails,  
Consultez le *Mémento de l'ISO*.

## Travaux en cours en 2008

**1 562** nouvelles questions enregistrées,

**3 748** questions inscrites aux programmes de travail des comités techniques se répartissant comme suit :

**1 031** nouvelles questions au stade préparation,

**1 004** projets de comité,

**1 713** projets de Normes internationales (DIS) et projets finals de Normes internationales (FDIS).

Pour plus de détails,  
Consultez le *CataloguePlus de l'ISO sur CD-ROM*.

## Réunions

**9** réunions techniques se tiennent en moyenne chaque jour ouvrable de l'année quelque part dans le monde.

**943** réunions techniques ont eu lieu dans

**36** pays, dont

**127** réunions de comités techniques,

**298** réunions de sous-comités, et

**518** réunions de groupes de travail ou de groupes ad hoc.

## Liaisons

**625** organisations internationales sont en liaison avec les comités techniques et les sous-comités de l'ISO.

## Accès électronique à l'information technique

Les informations complètes sur les activités de normalisation de l'ISO (y compris le *Mémento ISO* et le *Catalogue ISO*), sont accessibles sur ISO Online, à l'adresse : [www.iso.org](http://www.iso.org)

Les utilisateurs y trouveront :

**17 765** rubriques bibliographiques sur les Normes internationales ISO,

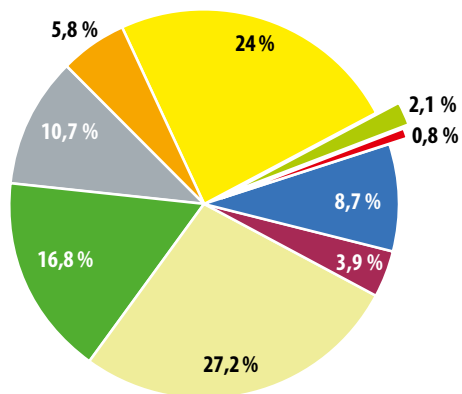
**3 748** rubriques bibliographiques sur les projets de Normes internationales ISO.

À la rubrique *Réseau mondial des services de normalisation (WSSN)*, les utilisateurs peuvent également accéder à l'information sur l'évolution de la normalisation dans d'autres organismes nationaux, régionaux et internationaux de normalisation et à des données bibliographiques se rapportant à **700 000** normes, règlements techniques et autres documents normatifs du monde entier.

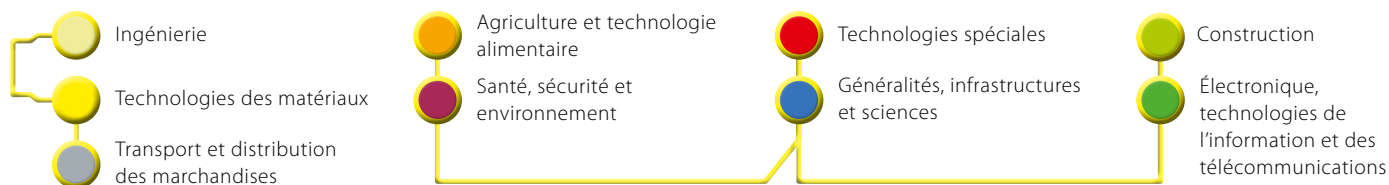
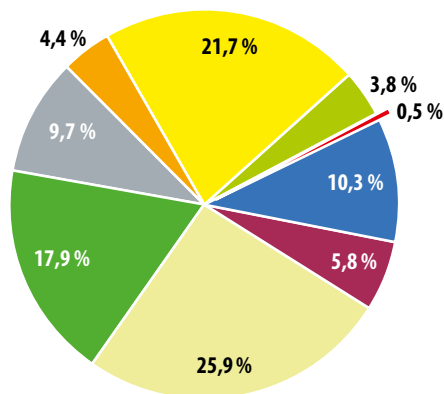


# Portefeuille des normes et projets de Normes internationales ISO par secteur technique à la fin 2008

## Normes internationales

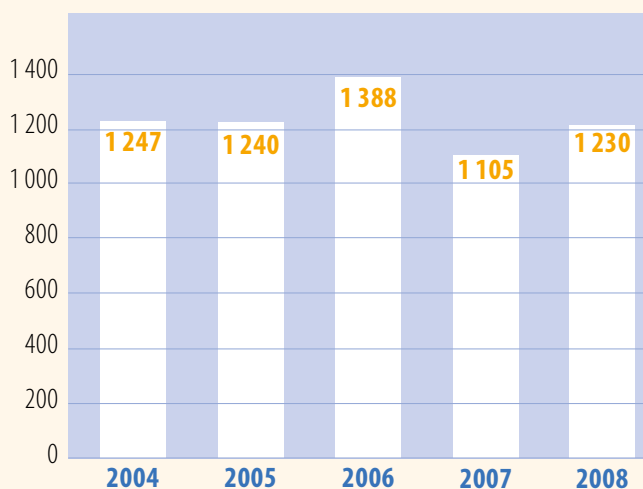


## Projets de Normes internationales/ Projets finals de Normes internationales

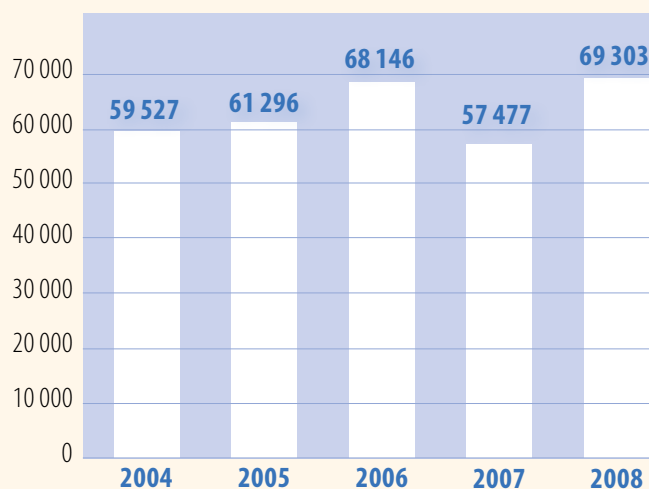


## Production annuelle

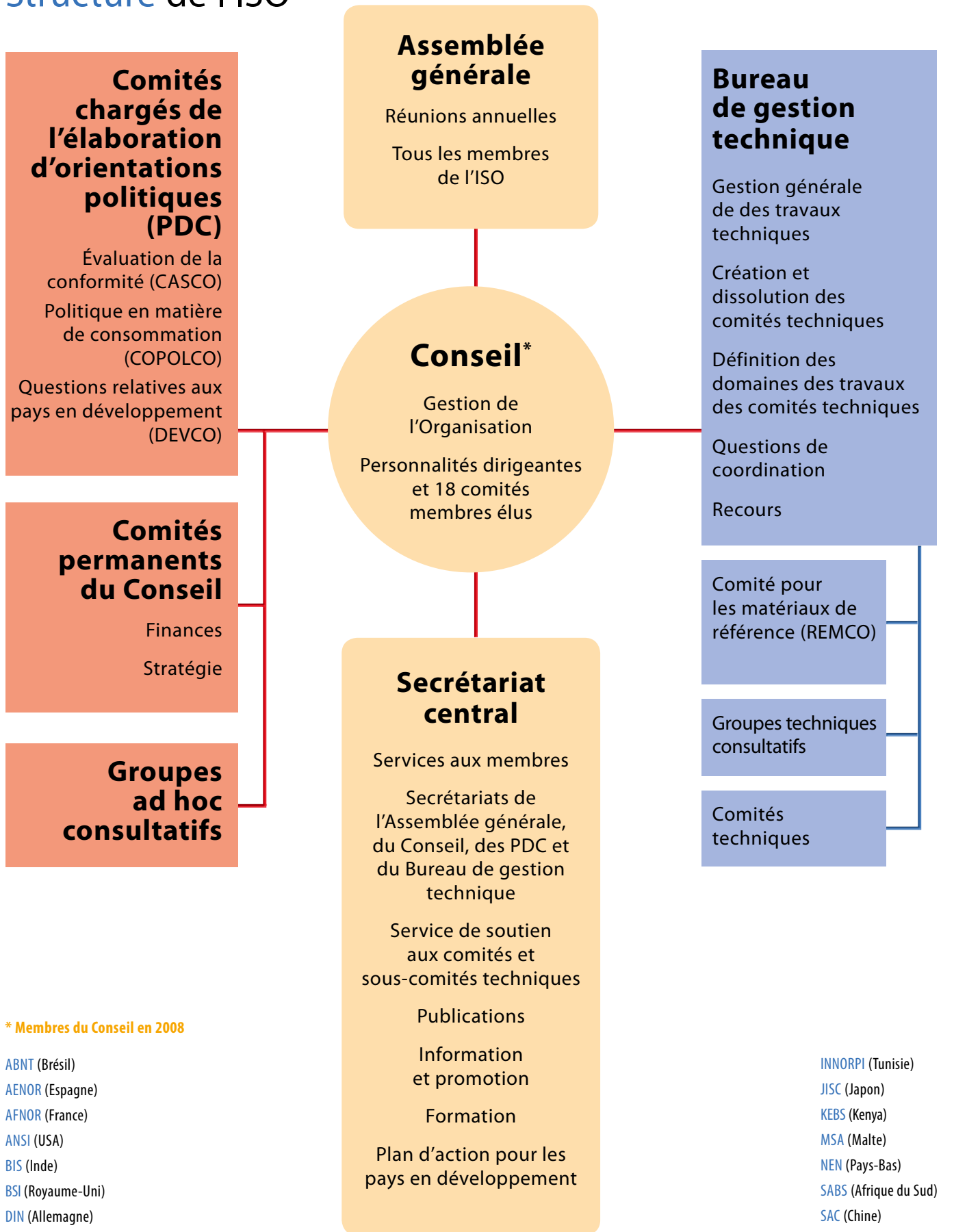
### Normes publiées



### Nombre de pages



# Structure de l'ISO



## \* Membres du Conseil en 2008

ABNT (Brésil)  
AENOR (Espagne)  
AFNOR (France)  
ANSI (USA)  
BIS (Inde)  
BSI (Royaume-Uni)  
DIN (Allemagne)  
DS (Danemark)  
DSM (Malaisie)

INNORPI (Tunisie)  
JISC (Japon)  
KEBS (Kenya)  
MSA (Malte)  
NEN (Pays-Bas)  
SABS (Afrique du Sud)  
SAC (Chine)  
SPRING SG (Singapour)  
SUTN (Slovaquie)



# Personnalités dirigeantes

**Håkan Murby** a été élu Président de l'ISO pour la période 2008-2009. M. Murby a été Président du Conseil d'administration du SIS,



**Président de l'ISO, Suède**

l'Institut suédois de normalisation, de 2000 à 2006. Il est actuellement Président de trois entreprises suédoises dans les domaines du conseil et de l'industrie. Son expérience professionnelle de 40 ans dans l'industrie (notamment dans la construction automobile, l'aluminium, l'acier et la téléphonie mobile) a commencé immédiatement après l'obtention de sa maîtrise en technologie. En qualité de Président de l'Association suédoise des producteurs d'acier, Jernkontoret, il s'est efforcé de créer les conditions-cadres optimales pour assurer la compétitivité des entreprises suédoises de sidérurgie sur le marché mondial. Il a été chargé de la formulation des politiques de la Confédération des industries suédoises en matière d'énergie et de climat. M. Murby a été nommé membre de plusieurs conseils d'administration du groupe Gränges Aluminium AB, dont il est devenu responsable du secteur opérationnel et Vice-président. Parmi ses nombreuses fonctions importantes figurent celles de Président des entreprises sidérurgiques Kloster Speedsteel AB et Uddeholm Tooling AB – première entreprise mondiale de l'acier à outils, Président de Comvik AB, un opérateur suédois de téléphonie mobile, et Président de la société de conseil en management de projets Evidentia AB.

**George Arnold** a été reconduit dans la fonction de Vice-président de l'ISO (questions de politique) pour la période 2008-2009. Président du



**Vice-président (questions de politique), USA**

Conseil d'administration de l'ANSI de 2003 à 2005, après en avoir été Vice-président, il a occupé plusieurs postes en qualité de responsable et de membre actif au sein de nombreux comités de l'ANSI. Entré à AT&T Bell Laboratories en 1973, M. Arnold y a occupé différents postes techniques et de management dans la recherche et le développement. De 1996 à 2001, il a été Vice-président, Normalisation et propriété intellectuelle, à Lucent Technologies; puis, jusqu'en 2006, il a été Conseiller principal auprès de la direction exécutive de l'entreprise pour la stratégie de normalisation et la propriété intellectuelle. Il est actuellement

Directeur adjoint des Services associés aux technologies, au National Institute of Standards and Technology (NIST) des USA. M. Arnold était également Président de IEEE Standards Association pour 2007-2008. Il a participé au Dialogue économique transatlantique USA-Europe (TABD). Sa formation universitaire est en ingénierie et sciences appliquées.



**Jacob Holmblad** a été nommé Vice-président (gestion technique) de l'ISO pour la période 2008-2009. M. Holmblad est Directeur général de l'organisme de normalisation danois (DS) depuis 1991. Avant de rejoindre DS, M. Holmblad s'est forgé une longue expérience au sein du Ministère danois de l'énergie (1973-1991),

**Vice-président (gestion technique), Danemark**

notamment en tant que Directeur général adjoint de l'Agence danoise de l'énergie pendant 10 ans. Sa carrière a également compté des engagements au sein du gouvernement danois en qualité d'assistant personnel par intérim du Ministre de l'industrie (1974-1978). M. Holmblad a siégé au Conseil d'administration de nombreuses sociétés, notamment la Société danoise de l'énergie (Vice-président), le Fonds d'investissement dans l'énergie éolienne (Vice-président et Président), le Comité de coopération technologique et scientifique Danemark-Chine (Membre depuis 1997), l'Autorité danoise de contrôle de l'énergie (Vice-président) et le Centre danois de l'innovation (Vice-président). De 2000 à 2004, M. Holmblad a été Vice-président technique du CEN.

**Julien Pitton** a été nommé Trésorier de l'ISO pour la période 2008-2010. Depuis fin 2004, M. Pitton est conseiller indépendant



**Trésorier, Suisse**

spécialisé dans la gouvernance et la mise en œuvre d'initiatives entrepreneuriales stratégiques. Il a occupé auparavant des postes de direction dans le secteur bancaire, notamment : Directeur exécutif, Entrepreneur Office, Banque Ferrier Lullin, Genève ; Chef, Marketing & Key Account Management Equity Brokerage Europe, Group BNP Paribas, Londres ; Chef, Corporate Finance Group, Group Paribas Investment Banking, Londres ; Manager, Fusions & Acquisitions pour la Suisse et Manager correspondant pour l'Asie/Hong Kong et Membre du Groupe des institutions bancaires et financières européennes au Département consultatif du Groupe Paribas, Paris. Diplômé en sciences économiques et sociales (gestion d'entreprise) de l'Université de Genève, M. Pitton a aussi étudié à l'International Institute for Management Development (IMD Lausanne - Suisse), aux USA à l'Université Stanford, au Royaume-Uni à la London Business School, et en France à l'École des hautes études commerciales (HEC).

**Alan Bryden** a pris ses fonctions de Secrétaire général le 1<sup>er</sup> mars 2003. Nommé Directeur général de l'Association



**Secrétaire général**

française de normalisation (AFNOR) en octobre 1999, il a été, de 1981 à 1999, Directeur général du Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), en France. Pendant cette période, il a fondé EuroLab (Fédération européenne des associations de laboratoires de mesure, d'essais et d'analyse), dont il a été le premier Président de 1990 à 1996. Il a aussi présidé le Comité des laboratoires de l'ILAC (Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais). M. Bryden a commencé sa carrière dans la métrologie, notamment au National Bureau of Standards des USA (maintenant National Institute of Standards and Technology) et a exercé différentes responsabilités dans les domaines de la qualité et de l'utilisation rationnelle de l'énergie. Il a été Vice-président du premier Comité sur les obstacles techniques au commerce du GATT (aujourd'hui OMC).

# Membres

À la fin de 2008, l'ISO comprenait les principaux organismes de normalisation de 157 pays.

Sur ce nombre, 106 étaient des comités membres, habilités à participer et à exercer leurs pleins droits de vote au sein de l'ISO.

L'ISO comptait en outre 40 membres correspondants. Il s'agit généralement d'organisations dans des pays qui n'ont pas encore entièrement développé leurs activités nationales en matière de normalisation. Les membres correspondants ne prennent pas une part active aux travaux techniques de l'ISO et n'ont pas le droit de vote ; ils sont néanmoins habilités à assister aux réunions en qualité d'observateurs et à être tenus pleinement informés des travaux qui les intéressent.

De plus, l'ISO comptait 11 membres abonnés. Ces derniers proviennent de pays à économie très restreinte. Ils paient une cotisation de membre réduite qui leur permet néanmoins d'être en contact avec la normalisation internationale.

## Comités membres

**A** Afrique du Sud (SABS) • Algérie (IANOR) • Allemagne (DIN) • Arabie Saoudite (SASO) • Argentine (IRAM) • Arménie (SARM) • Australie (SA) • Autriche (ON) • Azerbaïdjan (AZSTAND) **B** Bahreïn (BSMD) • Bangladesh (BSTI) • Barbade (BNSI) • Bélarus (BELST) • Belgique (NBN) • Bosnie-Herzégovine (BAS) • Botswana (BOBS) • Brésil (ABNT) • Bulgarie (BDS) **C** Cameroun (CDNQ) • Canada (SCC) • Chili (INN) • Chine (SAC) • Chypre (CYS) • Colombie (ICONTEC) • Congo, la République démocratique du (OCC) • Corée, République de (KATS) • Corée, République populaire démocratique de (CSK) • Costa Rica (INTECO) • Côte d'Ivoire (CODINORM) • Croatie (HZN) •

Cuba (NC) **D** Danemark (DS) **E** Égypte (EOS) • Émirats arabes unis (ESMA) • Équateur (INEN) • Espagne (AENOR) • Éthiopie (QSAE) • Ex-République yougoslave de Macédoine (ISRM) **F** Fidji (FTSQCO) • Finlande (SFS) • France (AFNOR) **G** Ghana (GSB) • Grèce (ELOT) **H** Hongrie (MSZT) **I** Inde (BIS) • Indonésie (BSN) • Iran, République islamique d' (ISIRI) • Iraq (COSQC) • Irlande (NSAI) • Islande (IST) • Israël (SII) • Italie (UNI) **J** Jamaïque (BSJ) • Japon (JISC) • Jordanie (JISM) **K** Kazakhstan (KAZMEMST) • Kenya (KEBS) • Koweït (KOWSMD) **L** Liban (LIBNOR) • Libyenne, Jamahiriya arabe (LNCSM) • Lituanie (LST) • Luxembourg (ILNAS) **M** Malaisie (DSM) • Malte (MSA) • Maroc (SNIMA) • Maurice (MSB) • Mexique (DGN) • Mongolie (MASM) **N** Nigéria (SON) • Norvège (SN) • Nouvelle-Zélande (SNZ) **O** Oman (DGSM) • Ouzbékistan (UZSTANDARD) **P** Pakistan (PSQCA) • Panama (COPANIT) • Pays-Bas (NEN) • Pérou (INDECOPI) • Philippines (BPS) • Pologne (PKN) • Portugal (IPQ) **Q** Qatar (QS) **R** Roumanie (ASRO) • Royaume-Uni (BSI) • Russie, Fédération de (GOST R) **S** Sainte-Lucie (SLBS) • Serbie (ISS) • Singapour (SPRING SG) • Slovaquie (SUTN) • Slovénie (SIST) • Soudan (SSMO) • Sri Lanka (SLSI) • Suède (SIS) • Suisse (SNV) • Syrienne, République arabe (SASMO) **T** Tanzanie, République Unie de (TBS) • Tchèque, République (CNI) • Thaïlande (TISI) • Trinité-et-Tobago (TTBS) • Tunisie (INNORPI) • Turquie (TSE) **U** Ukraine (DSSU) • Uruguay (UNIT) • USA (ANSI) **V** Venezuela (FONDONORMA) • Viet Nam (TCVN) **Z** Zimbabwe (SAZ)



## Membres correspondants

**A** Afghanistan (ANSA) • Albanie (DPS) • Angola (IANORQ) **B** Bénin (CEBENOR) • Bhoutan (SQCA) • Bolivie (IBNORCA) • Brunéi Darussalam (CPRU) • Burkina Faso (FASONORM) **D** Dominicaine, République (DIGENOR) **E** El Salvador (CONACYT) • Estonie (EVS) **G** Gabon (ANTT) • Géorgie (GEOSTM) • Guatemala (COGUANOR) • Guinée (IGNM) **H** Hong Kong, Chine (ITCHKSAR) **K** Kirghizistan (KYRGYZST) **L** Lettonie (LVS) • **M** Macao, Chine (CPTTM) • Madagascar (BNM) • Malawi (MBS) • Moldova, République de (INSM) • Monténégro (ISME) • Mozambique (INNOQ) • Myanmar (MSTRD) **N** Namibie (NSI) • Népal (NBSM) • **O** Ouganda (UNBS) **P** Palestine (PSI) • Papouasie-Nouvelle-Guinée (NISIT) • Paraguay (INTN) **R** Rwanda (RBS) **S** Sénégal (ASN) • Seychelles (SBS) • Swaziland (SWASA) **T** Tadjikistan (TJKSTN) • Togo (CSN) • Turkménistan (MSST) **Y** Yémen (YSMO) **Z** Zambie (ZABS)

## Membres abonnés

**A** Antigua-et-Barbuda (ABBS) **B** Burundi (BBN) **C** Cambodge (ISC) **D** Dominique (DBOS) **E** Érythrée (ESI) **G** Guyana (GNBS) **H** Honduras (COHCIT) **L** Lao, République démocratique populaire (DISM) • Lesotho (LSQAS) **S** Saint-Vincent-et-les Grenadines (SVGBS) • Suriname (SSB)

## Contribution de comités membres de l'ISO à l'élaboration des normes

(2008-12-31)

Membres	Nombre de secrétariats (TC/SC)	Nombre d'animateurs (WG)
ABNT (Brésil)	3	7
AENOR (Espagne)	11	15
AFNOR (France)	75	191
ANSI (USA)	128	514
BELST (Biélorus)	–	1
BIS (Inde)	8	9
BOBS (Botswana)	1	–
BSI (Royaume-Uni)	77	344
BSJ (Jamaïque)	1	–
DGN (Mexique)	–	1
DIN (Allemagne)	132	390
DS (Danemark)	7	27
DSM (Malaisie)	5	4
DSSU (Ukraine)	1	1
ELOT (Grèce)	1	1
EOS (Égypte)	–	2
GOST R (Féd. de Russie)	9	8
ICONTEC (Colombie)	1	9
IPQ (Portugal)	2	4
IRAM (Argentine)	1	3
ISIRI (Rép. islamique d'Iran)	3	1
JISC (Japon)	59	161
KATS (République de Corée)	12	27
MSZT (Hongrie)	0	1
NBN (Belgique)	4	29
NEN (Pays-Bas)	20	81
NSAI (Irlande)	–	2
ON (Autriche)	2	4
PKN (Pologne)	5	3
SA (Australie)	19	64
SABS (Afrique du Sud)	9	5
SAC (Chine)	24	33
SCC (Canada)	20	69
SFS (Finlande)	2	18
SII (Israël)	3	4
SIS (Suède)	25	119
SN (Norvège)	14	39
SNV (Suisse)	19	34
SNZ (Nouvelle-Zélande)	1	2
SPRING SG (Singapour)	1	3
SUTN (Slovaquie)	1	–
TISI (Thaïlande)	–	4
TSE (Turquie)	2	–
TTBS (Trinité-et-Tobago)	–	1
UNI (Italie)	15	43
UNMZ (République tchèque)	–	2

# Situation financière

Bilan au 31 décembre 2008

		2008	2007	2006
		kCHF	kCHF	kCHF
<b>ACTIF</b>	Immobilisations:			
	<i>Installations et équipement</i>	3'271	3'507	2'730
	Réalisable à long terme:			
	<i>Titres</i>	9'763	8'357	6'181
	<i>Dotation à l'ISO (DIN)</i>	289	395	479
		10'052	8'752	6'660
	Réalisable à court et moyen terme:			
	<i>Dépôts à court terme</i>	6'500	13'138	10'000
	<i>Débiteurs</i>	2'573	2'172	2'136
	<i>Charges payées d'avance et revenus à recevoir</i>	1'662	1'665	895
	<i>Disponibles</i>	6'492	535	1'723
		17'227	17'510	14'754
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>30'550</b>	<b>29'769</b>	<b>24'144</b>
<b>PASSIF</b>	Fonds généraux*	16'789	15'389	12'791
	Réserves et provisions	7'212	6'892	5'279
	Fonds reçus pour des projets spécifiques	1'501	2'391	1'617
	Exigible à court terme:			
	<i>Fournisseurs</i>	1'378	1'906	1'721
	<i>Cotisations reçues d'avance</i>	716	916	594
	<i>Créanciers</i>	2'954	2'275	2'142
		5'048	5'097	4'457
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>30'550</b>	<b>29'769</b>	<b>24'144</b>

\* Après attribution du résultat net.



## Recettes et dépenses au 31 décembre 2008

		<b>2008</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
		kCHF	kCHF	kCHF
<b>RECETTES</b>	Cotisations des membres	20'240	19'991	19'982
	Ventes des publications et magazines	3'645	3'720	3'753
	Redevances sur droits d'auteur	8'821	8'571	8'079
	Financement pour les pays en développement	1'490	967	928
	Autres recettes et produits financiers	986	2'796	1'503
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>35'182</b>	<b>36'045</b>	<b>34'245</b>
<b>DÉPENSES</b>	Frais de personnel	22'160	21'283	22'049
	Autres coûts de fonctionnement	9'788	9'022	7'791
	Amortissements	1'526	1'439	658
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>		<b>33'474</b>	<b>31'744</b>	<b>30'498</b>
<b>RÉSULTAT AVANT PROVISIONS</b>		<b>1'708</b>	<b>4'301</b>	<b>3'747</b>
<b>(AFFECTATION AUX) / REPRISE DES PROVISIONS</b>		(308)	(1'703)	(1'320)
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>1'400</b>	<b>2'598</b>	<b>2'427</b>



## **Secrétariat central de l'ISO**

1, ch. de la Voie Creuse

Case postale 56

CH-1211 Genève 20

Suisse

Tél. + 41 22 749 01 11

Fax + 41 22 733 34 30

E-mail [central@iso.org](mailto:central@iso.org)

Web [www.iso.org](http://www.iso.org)

ISBN 978-92-67-20505-2

Impression éco-responsable avec des encres végétales.

© ISO 2009-06/1 300